



2023EFS-BFCT575

Etablissement Français du Sang Bourgogne Franche Comté
8 rue du Dr JFX Girod
25020 Besançon cedex

**PRESTATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE ET
CORRECTIVE, DES INSTALLATIONS TECHNIQUES DES SITES
DE L'EFS BOURGOGNE FRANCHE-COMTE
ET
PRESTATIONS DE MAINTENANCE EVOLUTIVE PAR
L'AMELIORATION DES PERFORMANCES ENERGETIQUES
SUR LE SITE DE BESANCON**

Appel d'offres ouvert

Article L.2124-2 du code de la commande publique
Articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)**

SOMMAIRE

1. DEFINITIONS	5
2. OBJET DU MARCHE PUBLIC	5
3. DISPOSITIONS GENERALES	5
3.1. Procédure de passation	5
3.2. Allotissement	5
3.3. Forme du marché public	6
3.4. Durée du marché public	6
3.5. Langue d'exécution du marché public	6
3.5.1. Principe	6
3.5.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	7
3.5.3. Défaut de recours à un interprète	7
4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC	7
5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC	8
5.1. Développement durable	8
5.1.1. Obligations environnementales	8
5.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande	8
5.2.1. Emission des bons de commande	8
5.2.2. Délais d'exécution des bons de commande	8
5.2.3. Modalités d'exécution des prestations forfaitaires de maintenance préventive	9
5.2.4. Modalités d'exécution des prestations de maintenance corrective à l'attachement	9
5.2.5. Modalités d'exécution de la maintenance évolutive (applicable au lot n°3 uniquement)	9
5.2.6. Dérogation au principe d'exclusivité du Titulaire	10
5.1. Garantie après intervention – pièces détachées – main d'œuvre – déplacement	10
5.2. Vérification et admission	10
5.3. Pénalités	10
5.3.1. Pénalités de retard	11
5.3.2. Pénalités pour mauvaise exécution	12
5.3.3. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	13
5.4. Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique	13

6. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC	13
6.1. Réunions de suivi	13
6.2. Relations entre les parties	14
6.3. Confidentialité	14
6.3.1. Obligations du Titulaire	14
6.3.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations	15
6.3.3. En cas d'opération de télémaintenance	15
7. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC	15
7.1. Modifications relatives au Titulaire	15
7.2. Clause de réexamen	16
7.2.1. Acte modificatif unilatéral	16
7.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles	17
7.4. Evolutions administratives	17
7.5. Evolutions technologiques	17
8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE	17
9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE	17
9.1. Contenu des prix	17
9.2. Forme et évolution des prix	18
9.2.1. Maintenance préventive : facturation au forfait	18
9.2.2. Maintenance corrective et pièces détachées : facturation à l'attachement	18
9.2.3. Variation des prix forfaitaires et unitaires	18
9.2.4. Modalités de révisions des prix	19
9.2.5. Clause butoir	19
9.2.6. Clause de sauvegarde	19
9.3. Avance	20
9.4. Modalités de facturation et de règlement	20
9.4.1. Périodicité des règlements et justificatifs	20
9.4.2. Facturation	20
9.4.3. Dématérialisation des factures	21
9.4.4. Délai de paiement	21
9.4.5. Suspension du délai global de paiement	21
9.4.6. Intérêts moratoires	22
9.4.7. Nantissement et cession de créance	22

9.4.8. Renseignement d'ordre comptable	22
10. RESPONSABILITE - ASSURANCES	22
11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	23
11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général	23
11.2. Résiliation aux torts du Titulaire	23
11.3. Résiliation pour évènements liés au marché	23
11.4. Exécution aux frais et risques	24
12. LITIGES	24
13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE	24

1. DEFINITIONS

AE : Acte d'engagement ATTRI1

CCAG FCS : Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services

CCTP : Cahier des clauses techniques particulières

CCAP : Cahier des clauses administratives particulières

Comptables assignataires : Agents Comptables secondaires des Etablissements locaux de l'EFS, et l'Agent Comptable Principal pour le siège

EFS : Etablissement Français du Sang, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du Ministre chargé de la santé et constitué de treize (13) Etablissements de transfusion sanguine (ETS) dont dix (10) en métropole et trois (3) dans les départements d'outre-mer

ETS : Etablissement de Transfusion Sanguine, établissement local de l'EFS ne disposant pas de la personnalité juridique dont les besoins sont coordonnés par le Siège de l'EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l'EFS

Marché public : Marché à forfait et accord-cadre

Pouvoir adjudicateur : l'Etablissement Français du Sang (EFS)

Représentant du(es) pouvoir(s) adjudicateur(s) (RPA) : pour l'Etablissement Français du Sang, la directrice de l'ETS ou toute personne habilitée en vertu des délégations en vigueur

Services : maintenance, entretien des installations techniques et livrables associés

Sous-traitant (au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique) : Personne physique ou morale exécutant certaines parties du marché public autorisée à être sous-traitées, ayant été acceptée et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement

Titulaire : Le soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie le marché public

2. OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché a pour objet les prestations de maintenance préventive, corrective et évolutive des ouvrages et équipements techniques des sites de l'EFS Bourgogne Franche-Comté.

3. DISPOSITIONS GENERALES

3.1. Procédure de passation

Le présent marché public est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert définie par les articles suivants :

- article L.2124-2 du code de la commande publique ;
- articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 et R.2161-4 du code de la commande publique.

3.2. Allotissement

Le marché public est composé de 3 lots définis comme suit :

- Lot 1 : Entretien des équipements de production froid et analyse de l'eau, centrales d'air et éléments terminaux
- Lot 2 : Site de Dijon uniquement – Entretien des équipements de production froid R404, production froid CO² et capteur CO²

- Lot 3 : Site de Besançon uniquement – Entretien des équipements de production froid, analyse de l'eau, éléments terminaux, production froid CO², capteur CO² et volet énergétique

Le périmètre précis d'intervention est détaillé à l'article 2.3 du CCTP.

3.3. Forme du marché public

Il s'agit d'un accord-cadre à prix forfaitaire et à prix unitaire fixant toutes les stipulations contractuelles et exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande (article R.2162-2 alinéa 2 et articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique).

L'accord-cadre est conclu avec seulement un engagement maximum (article R.2162-4 2° du code de la commande publique) réparti comme suit :

Lots	Description	Montant maximum en euros HT pour 48 mois
1	Entretien des équipements de production froid et analyse de l'eau, centrales d'air et éléments terminaux	250 000
2	Site de Dijon uniquement – Entretien des équipements de production froid R404, production froid CO ² et capteur CO ²	250 000
3	Site de Besançon uniquement – Entretien des équipements de production froid, analyse de l'eau, éléments terminaux, production froid CO ² , capteur CO ² et volet énergétique	500 000

Le Titulaire est engagé à concurrence des valeurs maximales.

3.4. Durée du marché public

Le marché public prend effet à compter du 1^{er} janvier 2026, pour une durée ferme de 48 mois.

3.5. Langue d'exécution du marché public

3.5.1. Principe

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français.

3.5.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En application des dispositions de l'article R.4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du marché public, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire.

3.5.3. Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le pouvoir adjudicateur désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCAP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- L'annexe financière à l'acte d'engagement, pour chacun des lots ;
- Le présent CCAP ;
- Le CCTP et ses annexes ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public ;
- Le cadre de réponse technique et ses annexes ;
- La Proposition technique du Titulaire le cas échéant.

Par dérogation à l'article 1^{er} du CCAG FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG FCS.

Hormis le CCAG FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le RPA, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions des CCAP et CCTP est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la Proposition puis durant l'exécution du marché public ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché public désignées au présent article.

5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

5.1. Développement durable

5.1.1. Obligations environnementales

Le titulaire est responsable de la gestion de l'ensemble des déchets issus de ses interventions (pièces usagées, emballages, huiles, filtres, etc.)

Il s'engage à :

- trier les déchets et les remettre dans des filières agréées de réemploi, de recyclage ou de valorisation
- assurer le traitement approprié des déchets dangereux
- limiter la production de déchets et réduire les emballages
- fournir les bordereaux de suivi et justificatifs de traitement au pouvoir adjudicateur.

Il s'engage également à intégrer à son rapport semestriel d'intervention (revue de contrat) les éléments suivants :

- la quantité de déchets produits, et leur modalité de tri et/ou valorisation ;
- les actions mises en œuvre en matière de performance énergétique et/ou environnementale.

5.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande

5.2.1. Emission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande établis par le RPA et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ils indiquent :

- Le numéro d'enregistrement du présent accord-cadre ;
- La durée de validité du bon de commande ;
- La nature, les références et les quantités de Services concernés ;
- Le prix unitaire contractuel HT des Services ;
- Le montant total HT du bon de commande ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le lieu de livraison et la date d'exécution souhaitée ;
- Eventuellement, les conditions particulières d'exécution des Services.

5.2.2. Délais d'exécution des bons de commande

Les délais d'exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels.

Le contenu des bons de commande est impératif.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, à compter de la réception de la commande, le Titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés pour émettre des observations, par écrit au service Achats.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché public dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de six (6) mois à compter de la date d'échéance du marché public. Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit l'Etablissement concerné dans les plus brefs délais. Le Titulaire lui adresse un courrier de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

5.2.3. Modalités d'exécution des prestations forfaitaires de maintenance préventive

La date de démarrage des prestations liées à la maintenance préventive est fixée **au 1^{er} janvier 2026**.

La durée de validité de chaque bon de commande ne peut excéder un an à compter de sa notification au Titulaire.

En cas d'intégration en cours d'exécution du marché, dans le parc des installations techniques maintenues, d'un nouvel équipement, le RPA privilégie la commande d'une solution de maintenance au prorata du temps qui va s'écouler entre la date anniversaire de la mise en service (et qui équivaut à celle de l'admission) et la date de fin de la période de 12 mois telle que définie par le marché, de façon à gérer ensuite l'ensemble des équipements avec la même périodicité.

5.2.4. Modalités d'exécution des prestations de maintenance corrective à l'attachement

Chaque intervention de maintenance corrective à l'attachement fait l'objet d'un devis estimatif de réparation préalable à la commande, comprenant le temps de main d'œuvre, les frais de déplacement et les pièces de rechange.

Si en cours d'exécution de sa prestation, le Titulaire constate que des prestations supplémentaires sont à effectuer ou au contraire que des prestations sont inutiles, il en informe le RPA ou son représentant sans délai avant toute modification dans l'exécution des prestations.

Le bon de commande est émis par le RPA dans un délai compatible pour son établissement et son exécution par le Titulaire.

5.2.5. Modalités d'exécution de la maintenance évolutive (applicable au lot n°3 uniquement)

Les prestations qui sont incluses dans la maintenance évolutive seront exécutées par l'émission de bons de commandes et ce conformément au bordereau des prix du lot n°3.

Une fois émis, les bons de commande seront valables pendant toute la durée du marché, ou au-delà de la durée conformément à l'article 5.2.2 du présent document, et suivant les délais d'exécution précisés dans le CCTP et/ou l'offre technique du titulaire.

Les bons de commande pourront être émis indépendamment pour l'exécution des prestations suivantes :

- Pose des compteurs : un ou plusieurs bons de commandes, en fonction des propositions du titulaire et/ou du budget disponible ;

- Diagnostic énergétique et livrables associés : 1 bon de commande par bâtiment
- Actions de performance énergétique : 1 ou plusieurs bons de commande par action proposée dans les rapports APE, selon les propositions du titulaire et suivant le budget disponible. Les bons de commande seront émis sur la base des montants indiqués par le titulaire dans son plan d'action.

5.2.6. Dérogation au principe d'exclusivité du Titulaire

Le RPA se réserve la possibilité de recourir à des tiers pour l'acquisition de Services prévues au présent marché public et ce à la condition que le montant engagé soit inférieur à 10 000 euros HT ou pour certains équipements qui demanderaient la fourniture de pièces détachées très spécifiques et qui ne sauraient être fournies par le titulaire du marché.

5.1. Garantie après intervention – pièces détachées – main d'œuvre – déplacement

Quelle que soit le type de maintenance effectuée (préventive ou corrective), le Titulaire utilise des pièces détachées neuves.

Quelle que soit la maintenance effectuée, si une nouvelle défaillance affectant le même organe, ayant la même origine que la première, et constatée par le Titulaire, se produit dans un délai inférieur à 6 mois après l'intervention précédente, il n'y a aucune facturation.

Toute pièce remplacée est couverte par la garantie précitée et doit être mentionnée comme telle dans le cahier de maintenance avec la date d'effet et la date d'échéance de la garantie.

Le Titulaire s'engage à ce que les techniciens de maintenance intervenus sur site restent disponibles jusqu'à ce que soit apportée la preuve du bon fonctionnement de l'équipement par une opération de contrôle. Cette opération acte du point de départ de la garantie indiquée ci-dessus.

La qualification des performances est réalisée par le personnel de l'EFS.

5.2. Vérification et admission

Sous réserve des stipulations du présent CCAP, les opérations de vérification et d'admission des Services s'effectuent conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG FCS complétées et modifiées par les dispositions figurant ci-après :

- si une qualification opérationnelle (QO) est rendue nécessaire à la suite de l'intervention sur l'équipement, l'admission des prestations est prononcée par le RPA lors de la validation du rapport de QO ;
- si une qualification de performances (QP) est rendue nécessaire par l'intervention sur l'équipement, l'admission des prestations est prononcée par le RPA lors de la validation du rapport de QP.

Les frais de manutention et de transport, qui seraient issus de l'ajournement ou du rejet de la prestation, sont à la charge du Titulaire.

5.3. Pénalités

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Services non effectués.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou des factures correspondantes aux bons de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

5.3.1. Pénalités de retard

Les pénalités sont calculées par rapport aux engagements pris par le Titulaire ou, à défaut, par rapport aux délais maximaux fixés dans le marché public à compter de la première unité de retard concernée par la prestation (semaines, jours ou heures) et pour chaque bon de commande.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct du RPA.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, en cas de retard au regard des engagements pris à exécuter les prestations conformément au présent CCAP, les pénalités forfaitaires suivantes seront applicables :

Retard pris au regard des engagements au contrat	Montant de la pénalité appliquée
Dépassement du délai contractuel de Garantie de Temps d'Intervention (GTI)	<p>500 € HT par demi-heure de retard et par défaillance, temps compté en demi-heures par excès, pour les chambres froides PSL</p> <p>300 € HT par demi-heure de retard et par défaillance, temps compté en demi-heures par excès, pour les chambre froides Réactifs</p> <p>150 € HT par demi-heure de retard et par défaillance, temps compté en demi-heures par excès, pour les autres équipements</p>
Dépassement du délai contractuel de Garantie de Temps de Rétablissement (GTR) : panne critique*	<p>250 € HT par heure de retard et par défaillance, temps compté en heures par excès, pour les chambres froides PSL</p> <p>150 € HT par heure de retard et par défaillance, temps compté en heures par excès, pour les chambre froides Réactifs</p> <p>100 € HT par heure de retard et par défaillance, temps compté en heures par excès, pour les autres équipements</p>
Dépassement du délai contractuel de Garantie de Temps de Rétablissement (GTR) : panne totale*	<p>500 € HT par demi-heure de retard et par défaillance, temps compté en demi-heures par excès, pour les chambres froides PSL</p> <p>300 € HT par demi-heure de retard et par défaillance, temps compté en demi-heures par excès, pour les chambre froides Réactifs</p> <p>150 € HT par demi-heure de retard et par défaillance, temps compté en demi-heures par excès, pour les autres équipements</p>
<p>En cas de dépassement des délais prévus au CCTP pour la GTR en raison d'un retard d'approvisionnement pour des matériels ou pièces qui ne figureraient pas au stock du titulaire, les délais pourront être prolongés sur accord du RPA sous réserves que ce retard soit dûment justifié.</p> <p>Les délais d'approvisionnement devront être communiqués au responsable du Service technique de l'EFS avant la fin du délai de GTR initialement prévu.</p>	

Dans le cas où les réparations nécessiteraient des travaux de génie civil, des manutentions importantes ou des autorisations spéciales, les délais fixés pourront être prolongés par le responsable du Service technique de l'EFS pour tenir compte de ces paramètres.	
Retard de plus de 4 semaines dans l'exécution de la maintenance préventive par rapport au planning prévisionnel annuel établi	80 € HT par jour de retard
Non-respect des dates des interventions programmées et non signalée 48 heures à l'avance	150 € HT par jour de retard
L'absence du représentant du titulaire aux réunions programmées	100 € HT par personne par absence non justifiée ou retard non justifié de plus d'une heure
Absence du représentant du titulaire aux visites de contrôle et visite réglementaires	200 € HT par personne par absence ou retard non justifié
Non remise de document d'exploitation	80 € HT par livrable (comptes-rendus d'incidents, les plannings de maintenance, comptes-rendus de conduite d'opération, les rapports d'intervention, les plans et notices descriptives des installations, revue de contrat, plan d'action APE) non remis dans les délais contractuels
Non-respect du plan de prévention ou absence de signalement d'une modification devant être apportée au plan de prévention	50 € HT par manquement constaté
Non-respect du planning d'exécution des APE	80 € HT par jour de retard

5.3.2. Pénalités pour mauvaise exécution

En cas de manquement grave ou répété du Titulaire dans l'exécution des prestations, l'EFS pourra lui appliquer une pénalité forfaitaire de 100 euros par manquement constaté.

Sont par exemple considérés comme des manquements susceptibles d'entraîner l'application de cette pénalité forfaitaire :

- non communication des documents exigés dans le marché public et nécessaires à l'activité de l'EFS,
- réponse à une demande de chiffrage dans le cadre d'un projet d'avenant émanant du pouvoir adjudicateur, au-delà de sept jours calendaires à compter de la réception de ladite demande,
- envoi d'un avenant préalablement validé, au-delà de sept jours calendaires à compter de la réception dudit projet d'avenant par le Titulaire,
- non atteinte des obligations de résultats ou non-respect des obligations contractuelles.

5.3.3. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour le pouvoir adjudicateur, assortie d'une pénalité forfaitaire de cent (100) euros par jour de carence constaté.

5.4. Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique

En application des articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché public être déclaré à l'EFS afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant à l'image des éléments demandés au Titulaire lors de la passation du marché public (article 2.3 du règlement de la consultation).

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

L'attention du titulaire est portée sur le fait que la sous-traitance n'est autorisée que sur les prestations suivantes :

- **Maintien des systèmes de production de froid fonctionnant avec du CO2**, étant donné que la maintenance de ces systèmes nécessite des habilitations, connaissances et formations spécifiques (lots n°2 et 3).
- Les prestations relatives au « **diagnostic énergétique** », prévues dans la maintenance évolutive (article 6.2 du CCTP - lot n°3 uniquement)

Toutes les autres prestations du marché devront être effectuées par le titulaire.

6. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

6.1. Réunions de suivi

Le RPA organise semestriellement une réunion de suivi de l'exécution du marché public avec le Titulaire.

Les modalités d'exécution de ces réunions, aussi appelées revues de contrat, ainsi que les rapports à produire, sont explicitées à l'article 5.5 du CCTP.

6.2. Relations entre les parties

Le Titulaire désigne dans son effectif un représentant unique chargé des relations avec le RPA. Il désigne également nommément les membres de son personnel responsables du déploiement et de l'exécution des Services.

Le représentant du Titulaire est tenu informé de toute demande formulée par le RPA directement auprès des personnels précités.

Les RPA désignent chacun, au sein de leur personnel, un interlocuteur unique du Titulaire. Pour l'EFS, le RPA désigne un interlocuteur chargé des aspects médicotéchniques et un interlocuteur chargé des aspects administratifs au sein du service achat.

6.3. Confidentialité

Les supports informatiques et documents fournis par l'EFS au Titulaire restent la propriété de l'EFS.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition par l'EFS.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

6.3.1. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'EFS ait donné son accord préalable ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'EFS.

6.3.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'EFS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

6.3.3. En cas d'opération de télémaintenance

Chaque opération de télémaintenance devra faire l'objet d'un descriptif précisant les dates, la nature des opérations et le nom des intervenants, transmis à l'EFS.

En cas de télémaintenance permettant l'accès à distance aux fichiers de l'EFS, le Titulaire prendra toutes dispositions afin de permettre à l'EFS d'identifier la provenance de chaque intervention extérieure. A cette fin, le Titulaire s'engage à obtenir l'accord préalable de l'EFS avant chaque opération de maintenance ou de télémaintenance dont elle prendrait l'initiative.

Des registres seront établis sous les responsabilités respectives de l'EFS et du Titulaire, mentionnant les dates et natures détaillées des interventions de maintenance et de télémaintenance ainsi que les noms de leurs auteurs.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

7. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC

7.1. Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales

- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

7.2. Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le RPA pourra, sans que nécessairement un avenant soit conclu :

- Emettre un bon de commande auprès d'un autre fournisseur en cas d'impossibilité pour le titulaire du présent marché d'exécuter les prestations, dans la limite fixée à l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Accepter temporairement un rallongement des délais d'exécution du marché.

Pour l'application du présent article, le Titulaire doit au préalable notifier par écrit au RPA les éléments explicatifs relatifs aux circonstances imprévisibles et leur impact sur le marché public.

L'accord du RPA est notifié au Titulaire.

Par dérogation à l'article 25 du CCAG, il est également prévu la clause de réexamen pour :

- Ajouter ou soustraire un matériel de la liste des équipements faisant l'objet d'une maintenance préventive, dans la limite de 10% du montant forfaitaire
- Modifier le périmètre du marché dans le cas où un bâtiment devrait être ajouté ou supprimé

7.2.1. Acte modificatif unilatéral

L'EFS pourra avoir recours à un acte modificatif unilatéral afin d'ajouter ou de soustraire un équipement du périmètre du marché si celui-ci devait être remplacé (en cas de casse, panne, vétusté, projet de réinvestissement notamment), et ce durant toute la période où celui-ci serait sous couvert de la période de garantie.

Les opérations de maintenance seront donc suspendues puis reprises par simple notification de la décision du RPA au titulaire, par ordre de service (basé sur le modèle du formulaire EXE de la DAJ^{*1}) ou par tout moyen permettant d'en assurer la date effective.

Le montant du forfait à régler au titulaire sera calculé au prorata du temps passé sur la période, par rapport au prix unitaire de maintenance de l'équipement indiqué au bordereau des prix.

¹ Direction des Affaires Juridiques de l'Etat

7.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles

Il sera fait application de l'article 24 du CCAG FCS.

7.4. Evolutions administratives

Au cours de l'exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit le RPA de toute modification de désignation ou de référence des Services objets du présent marché public.

Le RPA prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction d'une erreur matérielle dans la désignation ou dans l'indication des références du Service considérée, ou l'attribution d'une nouvelle référence à ce Service dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

7.5. Evolutions technologiques

Le Titulaire informe sans délai le RPA de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux Services objets du présent marché public.

Sur la base des informations transmises, le RPA décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un (1) mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, le RPA peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les Services nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision du RPA.

A l'exception des cas de mise à disposition de nouveaux Services, toute évolution technologique acceptée par le RPA, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les engagements contractuels volumes minima et maxima des Services indiqués ci-dessus, ou sur les prix du marché public.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou l'introduction de nouveaux Services dans le cadre du marché public donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

Toute modification acceptée par le RPA donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire aux RPA.

8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE

En cas d'inexécution du Service, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE

9.1. Contenu des prix

Les prix du marché public sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans l'annexe financière.

Les prix sont entendus franco de port et d'emballage et comprennent les coûts afférents aux Services.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les Services, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la livraison.

Les prix mentionnés dans l'offre forfaitaire du titulaire comprennent les frais de déplacement, les pièces de rechange standards et nécessaires à la réalisation de la maintenance préventive, et les frais de manutention éventuels.

Pour le lot n°3, les prix mentionnés dans l'offre forfaitaire du titulaire concernant le diagnostic énergétique comprennent les éventuels déplacements du titulaire, les études de données et le rendu des livrables APE.

9.2. Forme et évolution des prix

Les prix forfaitaires relatifs au volet énergétique (diagnostic + rendu APE) du lot n°3 seront fermes pendant toute la durée du marché.

Les autres prix du marché sont révisables annuellement à la date d'anniversaire du marché.

9.2.1. Maintenance préventive : facturation au forfait

Le marché est traité à prix forfaitaires HT révisables annuellement pour les prestations de maintenance préventive.

La décomposition des prix figure dans les bordereaux de prix annexés à l'Acte d'Engagement. Elle fait apparaître :

- les équipements inclus dans la maintenance préventive annuelle ;
- le prix contractuel forfaitaire HT par équipement pour la période considérée ;
- le(s) taux de TVA applicable(s).

9.2.2. Maintenance corrective et pièces détachées : facturation à l'attachement

Le marché est traité à prix unitaires HT révisables annuellement pour les prestations de maintenance corrective facturées à l'attachement.

La décomposition des prix, mentionnée dans les bordereaux de prix annexés à l'Acte d'Engagement, fait apparaître :

- Le prix horaire contractuel HT de la main d'œuvre.
- Le prix contractuel HT du forfait de déplacement d'un intervenant du Titulaire suivant les différents sites de l'EFS BFC ;
- Le prix unitaire tarif public HT des pièces détachées figurant sur la liste des pièces en vigueur fournie par le Titulaire ; et le taux de remise accordé à l'EFS BFC.

9.2.3. Variation des prix forfaitaires et unitaires

Par dérogation aux stipulations des articles 10.1 et 10.2 du CCAG-FCS, les prix forfaitaires et unitaires sont révisables, à la hausse ou à la baisse, une fois par an à la date anniversaire du marché.

Cependant, le taux de remise indiqué dans le bordereau de prix demeure inchangé pendant toute la durée du marché.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé « mois zéro ».

La formule suivante sera appliquée aux prix de l'annexe financière à l'acte d'engagement :

$$Pr = Po (0,15 + 0,85 (I n / I 0))$$

Dans laquelle :

- *Pr = Prix révisé*
- *Po = prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro*
- *Index de référence : Indice des prix de l'entretien-amélioration des bâtiments - Tous bâtiments - CPF 43.22 - Plomberie, installation de chauffage et de conditionnement d'air - Base 2021 - Identifiant 011779982 - <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/011779982>*
- *Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.*
- *Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.*

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule.

Conformément aux dispositions de l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur. Par contre, le prix révisé est arrondi au centième d'euro le plus proche.

9.2.4. Modalités de révisions des prix

Le titulaire communique au service achats de l'EFS BFC, sa proposition de révision des prix, établi compte tenu de la formule de révision mentionnée ci-dessus, en faisant apparaître les pourcentages de variation par rapport aux prix initiaux du présent marché.

La proposition doit être datée, et peut être transmise à l'acheteur par mail à l'adresse marches-publics.BFC@efs.sante.fr. Lorsque l'acheteur a accepté la proposition, il le notifie par mail au titulaire et ce avant la date d'entrée en vigueur des prix révisés.

Si le titulaire ne communique pas sa demande de révision des prix a minima dans les quinze (15) jours ouvrés précédant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle période, les prix sont réputés non révisés pour l'année N+1, sans notification quelconque de l'acheteur.

9.2.5. Clause butoir

Les prix ne peuvent augmenter, au cours d'une même année, que de 2% maximum.

9.2.6. Clause de sauvegarde

Dès lors que la variation du prix dépasse le pourcentage fixé, l'EFS se réserve le droit de résilier le marché sans que le Titulaire, par dérogation à l'article 38 du CCAG FCS, puisse prétendre à indemnité.

9.3. Avance

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS, le taux de l'avance est de 10%.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

9.4. Modalités de facturation et de règlement

9.4.1. Périodicité des règlements et justificatifs

Pour la facturation des prestations à prix forfaitaire, le titulaire devra transmettre ses factures accompagnées des fiches d'intervention.

La périodicité des facturations des prestations forfaitaires sera semestrielle. Le titulaire procédera aux éventuels ajustements à apporter sur les prestations réalisées au cours de l'année par le biais d'un avoir. Les ajustements seront effectués après une réunion de mise au point (revue de contrat) avec les services techniques de l'EFS.

Les prestations et fournitures exclues du forfait font l'objet, dès leur exécution, d'une facturation séparée.

Pour la facturation des prestations à prix unitaires, les factures seront établies, après exécution des prestations accompagnées des fiches d'intervention ou du bordereau de livraison et, le cas échéant, des devis approuvés.

9.4.2. Facturation

Le Titulaire transmet au RPA un exemplaire d'une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes et notamment dans le respect des dispositions énumérées ci-dessus.

Les factures comprennent notamment :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du bon de livraison le cas échéant ;
- la quantité et la désignation des Services exécutés ;
- le montant hors TVA des Services ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- le montant total TTC ;

- la date de facturation ;
- le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire.

9.4.3. Dématérialisation des factures

Conformément à l'article L.2192-1 du code de la commande publique, les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par le pouvoir adjudicateur, seront adressées à chaque établissement de l'EFS par l'utilisation du numéro de SIRET qui lui est associé.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s'il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- facture rejetée, en cas de refus par l'EFS de la facture émise ;
- facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

9.4.4. Délai de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de soixante (60) jours pour les ETS à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l'Etablissement.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation de la livraison des Services, le point de départ du délai de paiement correspondant à la date d'admission de la livraison des Services, constatée par le bordereau de livraison en l'absence de réserves émises sur ce bordereau.

Si, à l'issue des opérations d'admission, les Services ne sont pas admis ou s'ils sont rejetés à la suite d'une non-conformité documentée et constatée par l'EFS, elles donnent lieu à un avoir.

L'EFS se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

9.4.5. Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire via un encodage CHORUS ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai commence à courir dans les conditions prévues à l'article R.2192-29 du Code de la commande publique.

9.4.6. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

9.4.7. Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG FCS, seuls seront notifiés au Titulaire les documents suivants :

- la copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

L'EFS délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

9.4.8. Renseignement d'ordre comptable

Le Comptable public assignataire des paiements est le Comptable secondaire de l'EFS BFC, désigné dans l'acte d'engagement.

La personne habilitée à donner les renseignements mentionnés à l'article R.2191-54 du code de la commande publique est le RPA.

10. RESPONSABILITE - ASSURANCES

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations décrites au marché public. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les sous-traitants désignés dans le marché public devront justifier au moment de la notification du marché public, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'EFS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

L'attestation devra être remise dans le délai de quinze (15) jours après demande de l'EFS au Titulaire.

11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)

11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le RPA peut mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public, pour tout motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, dans la mesure où le présent marché public ne comporte pas d'engagement minimum contractuel, aucune indemnité n'est due dans ce cas.

La conclusion d'un marché public sur des prestations identiques ou incluant l'objet du présent marché public pour répondre aux besoins de l'ensemble des établissements de l'EFS peut constituer un motif d'intérêt général qui justifie la résiliation du présent marché public sur le fondement des dispositions susvisées, sans que la décision de résiliation ne puisse ouvrir droit à indemnité au bénéfice du Titulaire du présent marché public, y compris dans le cas où ce dernier n'est pas l'attributaire dudit marché public national.

11.2. Résiliation aux torts du Titulaire

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'EFS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 41 du CCAG FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'EFS ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.
- En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis à l'EFS ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D. 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

L'EFS peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

11.3. Résiliation pour événements liés au marché

Conformément à l'article 40.1 du CCAG FCS, l'EFS peut résilier le marché dans les deux cas suivants :

- Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché
- Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure

Par dérogation aux articles 3.8.3 et 40.2 du CCAG FCS, le titulaire ne dispose pas de la faculté de demander la résiliation du marché pour ordre de service tardif.

11.4. Exécution aux frais et risques

L'EFS se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché aux frais et risques du Titulaire dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG FCS.

12. LITIGES

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- d'une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF ;
- d'une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
- d'un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'EFS, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>